

Conseil Général d'Aran,
3 mars 2006, pièce n° 306 du registre de sortie du courrier

le Syndic d'Aran

à

Ministère de l'Environnement
Mme Cristina Narbona Ruiz, Ministre
Plaza de San Juan de la Cruz S/N
08701 Madrid

Madame la Ministre,

Après quelques mois de tranquillité, voilà que surgit à nouveau pour nous un motif de préoccupation : l'annonce, dans les journaux, de la décision unilatérale de la France de commencer le processus de capture de cinq ours en Slovénie pour les libérer ensuite dans les Pyrénées.

D'après l'article que nous joignons à ce courrier, les techniciens du Ministère français de l'Ecologie doivent partir en Slovénie aux alentours du 15 avril prochain afin de capturer cinq spécimens d'ours. L'article ajoute que ces spécimens seront libérés dans les Pyrénées entre les mois de mai et juin, et il indique que la ministre française, Nelly Ollin *sic*, annoncera officiellement le prochain 13 mars, la liste des communes où seront réintroduits les spécimens capturés. On précise aussi que trois spécimens seront libérés dans les Pyrénées Centrales, dans des zones limitrophes du Val d'Aran et du Pallars Sobira.

Je viens d'avoir un entretien téléphonique avec le Conseiller à l'Environnement de la Généralité de Catalogne, M. Salvador Milà, pour lui rappeler les compromis auxquels avaient abouti les représentants de nos Autonomies et les techniciens du Ministère que vous représentez, lors de la réunion de coordination qui avait eu lieu à Barcelone au motif du projet français de réintroduction de neuf spécimens d'ours dans les Pyrénées.

Le plus important à souligner de ces compromis était sans aucun doute le suivant: ne pas lancer le processus de réintroduction sans avoir établi les contacts avec les territoires affectés par ce processus, ni obtenu de ces derniers les accords nécessaires. Cela, à ce jour, n'a toujours pas eu lieu.

Dans tous les courriers que nous vous avons adressés précédemment, nous avons toujours voulu traduire notre préoccupation devant l'absence de moyens pour venir en aide au secteur économique de l'élevage, ainsi que l'absence d'accords avec le territoire qui devra finalement «subir» la présence de ces ours.

Je tiens à réaffirmer à nouveau notre sentiment que, dans ce projet, le moins important c'est nous, habitants des Pyrénées, et la réalité de notre fragile secteur économique de l'élevage. Devant une telle passivité des Administrations supérieures, Etat et Autonomies, nous avons décidé, depuis le Conseil Général du Val d'Aran, de coordonner une journée de travail qui rassemblerait toutes les propositions et les axes d'actions orientés vers le respect de nos territoires et préciserait les moyens nécessaires pour soutenir notre élevage. Y sont invités les représentants des municipalités et des associations d'éleveurs des deux versants des Pyrénées, de la Navarre au Pallars Sobira */pour l'Espagne/*; l'objectif est d'arriver à un document consensuel qui serait la synthèse des moyens à négocier pour ce soutien, et ce avant qu'aient lieu les nouvelles libérations d'ours.

Si le gouvernement français a décidé comme stratégie pour son pays de promouvoir les Alpes comme grand moteur touristique, et le versant français des Pyrénées comme un sanctuaire écologique, c'est son problème. Mais le gouvernement que vous représentez devrait tenir compte du fait que, pour l'Espagne, les Alpes ce sont les Pyrénées, et que notre réalité socio-économique n'a rien à voir avec celle du versant français. En posant ainsi le problème au niveau des valeurs et de la réalité concrète, votre Ministère devrait s'attacher à mettre sur un pied un plan de valorisation qui garantirait aux Pyrénées espagnoles, non seulement le soutien espéré pour le secteur de l'élevage, mais aussi le respect attendu auquel ont droit nos institutions démocratiques qui représentent les habitants de ce massif. Il semblerait qu'il soit temps que l'Espagne cesse de faire preuve d'un certain complexe vis-à-vis de la France, et que nous nous convainquions réellement que nos valeurs naturelles, humaines et historiques sont tout autant voire plus importantes que les siennes.

En l'an 2006, il serait paradoxal que qui que ce soit puisse prétendre ignorer la réalité, et mette en œuvre des plans destinés à convertir les Pyrénées espagnoles en une réserve écologique où la moindre des valeurs serait l'être humain.

Sur ce point, nous sollicitons de toute urgence une réunion avec vos techniciens afin qu'ils nous informent réellement des termes précis de ce projet,

En attente de votre réponse,

Carlos Barrera Sanchez

Vielha, 3 mars 2006